

ÉCONOMIE

LIBAN - RAPPORT

Le coût du « piston » dans la recherche d'un emploi évalué par le LCPS

Mardi, mai 14, 2013



55 % des étudiants libanais auraient davantage recours à leur carnet d'adresses qu'à d'autres canaux traditionnels (petites annonces, salons, cabinets d'embauche...) dans leur recherche d'un emploi. Crédit photo : Marc Mansour

Dans son bulletin mensuel, le Lebanese Center for Policy Studies (LCPS) met en exergue les implications économiques et politiques du recours au piston dans la recherche d'un emploi. Le Lebanese Center for Policy Studies (LCPS) a révélé dans son dernier bulletin que 55 % des étudiants libanais auraient davantage recours à leur carnet d'adresses qu'à d'autres canaux traditionnels (petites annonces, salons, cabinets d'embauche...) dans leur recherche d'un emploi. L'étude a été menée il y a quelques mois auprès de 300 étudiants, en collaboration avec International Alert.

« Ce constat n'est pas surprenant dans un pays où les relations sociales pèsent un tel poids, souligne Sami Atallah, le directeur du centre de recherche. Il n'est par ailleurs pas plus surprenant que les demandeurs d'emploi originaires de familles aisées soient plus susceptibles d'avoir recours à de telles pratiques. »

Mais pour Sami Atallah, « ce qui est plus alarmant est le recours aux politiciens dans la recherche d'un emploi dans le secteur privé. Au moins 20 % des étudiants interrogés ont déclaré avoir recours à de telles pratiques, tandis que 73 % considèrent "important" le recours aux politiques dans la recherche d'un emploi. Selon le directeur du LCPS, ceux qui ont recours à des pistons politiques misent sur le poids électoral de leur famille ».

« Voix contre emplois »

De tels échanges « de voix contre emplois » entraînent deux types de conséquences, toujours selon le bulletin du LCPS. Premièrement, la pratique crée une distorsion sur le marché du travail, les faveurs politiques prenant le pas sur la méritocratie. Les politiciens ayant un pied dans le secteur privé peuvent ainsi choisir d'embaucher des jeunes diplômés venant de familles susceptibles de leur apporter des voix électorales. Deuxièmement, de telles pratiques peuvent tronquer la valeur des résultats des votes, les électeurs étant ainsi amenés à choisir les politiciens qui peuvent leur trouver un emploi plutôt que ceux qui proposent la mise en place de politiques efficaces.

Rappelons que dans son dernier rapport sur le Liban, la Banque mondiale (BM) avait indiqué que, pour absorber le nombre croissant de demandeurs d'emploi, stimuler la croissance et relever le challenge du chômage, le pays devrait créer 23 000 emplois par an ces dix prochaines années. Ainsi, selon les conclusions de la BM, l'économie libanaise devrait créer six fois plus d'emplois pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Jusqu'à présent, l'économie libanaise n'a pu créer que 3 000 emplois.

De plus, 85 % des Libanais utiliseraient leurs contacts personnels incluant la famille et les amis pour trouver du travail, selon la BM. Le rapport poursuit en expliquant que même si ces méthodes de recherches d'emplois réduisent le coût de recherche pour certains candidats, elles ne maximiseraient pas l'adéquation des compétences entre les compagnies et les demandeurs d'emploi.

De son côté, le LCPS a conclu en soulignant que le coût du recours au piston dans la recherche d'un emploi ne se limitait plus au marché du travail. « Cette méthode de recherche constitue aussi un problème social et politique, insiste Sami Atallah, puisqu'elle influence le comportement électoral, accentue l'écart économique et social entre les populations. »